

ARRÊTÉ DU 13 octobre 2022

portant autorisation à l'entreprise TORRENTS d'intervenir avec une nacelle au 12 rue Sérurier, le vendredi 14 octobre 2022

LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,

- VU** les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police,
- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code de la route,
- VU** l'arrêté municipal du 15 janvier 2018 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que ceux le modifiant ou le complétant,
- VU** l'arrêté municipal n°2020/1470 du 26 mai 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric JOLY, 6^{ème} Adjoint, dans le domaine de la prévention des risques et de la sécurité,

CONSIDÉRANT la demande de l'entreprise TORRENTS – 12 Impasse des Frères Le nain – 02270 ASSIS SUR SERRE, d'intervenir avec une nacelle, rue Sérurier, le vendredi 14 octobre 2022.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : L'entreprise TORRENTS est autorisée à occuper le domaine public afin d'intervenir avec une nacelle au 12 rue Sérurier, le vendredi 14 octobre 2022 de 8 heures à 18 heures.

ARTICLE 2 : Le véhicule est autorisé à emprunter la rue Sérurier en sens inverse (en rentrant par la place Aubry), le vendredi 14 octobre 2022 de 8 heures à 18 heures. Le camion ressortira en marche arrière. La manœuvre du véhicule se fera sous la responsabilité du permissionnaire avec toutes les précautions qui s'imposent.

ARTICLE 3 : L'entreprise TORRENTS sera tenue pour seule responsable des incidents pouvant survenir du fait de négligence ou d'une insuffisance de protection.

ARTICLE 4 : L'autorisation pourra être modifiée en tout ou partie, dans l'intérêt public. Le permissionnaire sera tenu de se conformer à ces décisions, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 5 : Pendant toute sa durée de validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la sécurité publique, ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Un original du présent arrêté sera inscrit au recueil des actes administratifs, un original sera transmis à l'intéressé. Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transport de l'Aisne et au SIRTOM.

Pour le Maire et par délégation,
Frédéric JOLY,
Maire-Adjoint,
chargé de la Prévention des Risques
et de la Sécurité

